

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Tenu les à Québec

Au PECH, 130 boul. Charest, Québec

PRÉSENCES

Membres Exécutif

Stéphanie Courcy-Legros	Présidente	Montréal-Laval	P
Suzie Cloutier	Vice-présidente	Capitale-Nationale	P
Jean-François Roos	Vice-président	Estrie	P
Jacinthe Perron	Trésorière	Lanaudière	P
Évelyne Bélanger	Secrétaire	Montréal-Laval	P

Délégués régionaux

Délégué.ées			
		30	1er
Estrie	Marie Champagne	P	P
Lanaudière	Véronique Robert de Massy	P	P
Outaouais	Émily Tessier	P	P
Bas St-Laurent	Guylaine Bélanger	P	P
Chaudières-Appalaches	Maryse Larouche	P	A
Capitale-Nationale	Audrey Bernard	P	P
Montérégie	Vacant	-	-
Laurentides	Nathalie Lamanque	P	P
Côte Nord	Jean-Pierre Simard	P/A ₁	A
Montréal-Laval	Vacant	-	-
Montréal-Laval	Diane Grenier	A	A
Mauricie- Centre du Québec	Nancy Gauthier	A	P
Abitibi-Témiscamingue	Francine Hervieux par Zoom	P	A
Gaspésie-Les Iles	Alexis Dumont-Blanchet	P	P
Saguenay/Lac St-Jean	Johanie Harvey par Zoom	P	P

Invités : Jocelyn Vinet, agent de soutien à la vie associative
Maud Provençal, registraire, pour le point Rapport de la registraire
Catherine Devost (journée d'échange)
Colette Lavoie (point soutien professionnel)
Serge Doucet, Isabelle Rousseau (point Comité International)

¹ Absence pour problèmes techniques

VENDREDI 30 NOVEMBRE

1. Mot de bienvenue et tour de table

Stéphanie Courcy-Legros souhaite la bienvenue à tous les membres. Un tour de table permet à toutes et tous de se présenter et d'identifier leur région.

2. Lecture et adoption de l'ordre du jour

Véronique Robert de Massy, appuyée par Guylaine Bélanger, propose l'adoption de l'ordre du jour tel quel mais avec réduction du temps accordé au point Colloque 2020.

Adopté à l'unanimité

3. Adoption du procès-verbal des 20-21 septembre mai 2018

Maryse Larouche, appuyée par Jean-François Roos, propose l'adoption du procès-verbal du CA du 20-21 septembre 2018. Adopté à l'unanimité.

3.1 Rencontre comité RH

Le comité se rencontre après les Fêtes. Maryse Larouche se retire.

4. Dépôt du compte-rendu de l'exécutif du 26 octobre

Document déposé en pré-CA. Aucune question ni commentaire.

4.1 Bilan Mesure Coup de pouce

Guylaine Bélanger dresse un bref bilan de l'activité Coup de pouce réalisée dans la région du Bas St-Laurent par Jocelyn Vinet comme ASVA, en étroite collaboration avec Guylaine et Maude Roy-Chabot qui partage avec Guylaine la fonction de coordination professionnelle. Il s'agissait d'une journée d'animation et d'échange axée sur la détermination de ce que pourrait être un espace de communauté de pratique pour l'équipe d'OC de la région.

Ses commentaires sont à l'effet que ses collègues ont beaucoup apprécié et que les impacts positifs sont déjà tangibles, l'ensemble des suggestions et attentes exprimées à la fin de la journée ayant été reçues positivement par la gestionnaire responsable des OC (présente en matinée lors de cette journée).

Comme retombée pour le RQIAC, ce serait de faire connaître l'activité qui pourrait être disponible dans d'autres régions. Cette activité en étant plutôt une d'animation que de formation, cela n'incomberait pas nécessairement au Comité Formation. **Il est finalement convenu que ce sera porté par le comité Vie associative régionale, sous la responsabilité de Suzie Cloutier, avec l'aide de Guylaine Bélanger et Jocelyn Vinet.**

5. Dépôt du rapport de la registraire

Maud Provençal présente son rapport. Des documents détaillés ont été disponibles avant le CA. On remarque une stabilité dans le nombre de membres si on regarde les chiffres des dernières années par année civile plutôt

que par année financière. Depuis fin septembre, il y a eu 4 nouveaux membres. La très grande majorité des membres procèdent en ligne pour leur renouvellement ou adhésion. Des changements majeurs seront faits à ce sujet avec le nouveau site Web.

6. Postes vacants au CA

6.1 Relance délégué.es

Du travail se fait en fonction des régions ciblées mais l n'y aura pas de développement à prévoir à court terme

6.2 Élection au CA

Le remplacement comme déléguées de leur région de Colette Lavoie et Jean-François Roos suppose une résolution pour accepter les nouveaux membres.

Stéphanie Courcy-Legros, appuyée par Emily Tessier, propose la nomination au CA du RQIAC de Marie Champagne comme déléguée de la région de l'Estrie et Audrey Bernard comme déléguée de la région Capitale-Nationale. Adopté à l'unanimité.

7. Trésorerie et états financiers

Jacinthe Perron présente le bilan et l'état des résultats pour la période du 1^{er} avril 2018 au 31 octobre 2018. Les objectifs d'adhésions tardent à être atteints mais cela correspond au cycle normal. Le surplus réel du colloque avec retour de taxes sera de près de \$22 000.

Un rapport du budget détaillé du projet FLAC est présenté avec des explications complémentaires sur la ventilation des honoraires ASVA vs le soutien non financé par FLAC.

On souligne à nouveau que les revenus d'adhésion couvrent à peine les frais reliés au CA, hormis les revenus générés par les colloques et journées d'échange. Jacinthe précise qu'il y aura révision des frais alloués pour la participation au CA en cours d'année.

Comment les comités peuvent-ils suivre l'évolution de leur budget? Les comités pourraient faire leur propre budget et faire un suivi avec Jacinthe.

Maryse Larouche, appuyée par Nancy Gauthier, propose l'adoption des États financiers au 31 octobre 2018 avec mention de félicitations à la trésorière Jacinthe Perron. Adopté à l'unanimité.

8. Recensement des effectifs

Suzie Cloutier confirme la reprise de l'opération pour une troisième année avec comme objectifs de pouvoir établir des comparaisons fiables avec 2017. Un document explicatif a été déposé en pré-CA. Le seul grand changement dans les modalités: les délégué.es ne devront pas remplir le fichier Excel, Suzie le fera avec chaque personne par rendez-vous téléphonique. Cette façon de faire évitera beaucoup d'erreurs et permettra une cueillette d'information plus précise et plus uniforme. L'analyse qualitative demeure et devra être acheminée à l'ASVA. Deux suggestions sont amenées :

- ajouter dans le portrait-synthèse qui est réalisé par la suite des informations sur le ratio de remplacement vs les titulaires de postes

- détailler les autres formations que travail social comme cela était fait auparavant

Un suivi particulier sera à faire pour les régions de Montréal et Montérégie qui n'ont pas de délégué.es et qui ont plusieurs établissements.

9. Comité Cadre de référence

Jean-François Roos explique que le comité s'est rencontré la veille pour faire le point. A date, 6 régions ont fait la consultation. Le canevas de prise de notes doit être rempli et envoyé à l'ASVA au plus tard le 11 janvier.

Jean-François présente les modifications dans les séquences et l'échéancier qui reste très serré :

- adoption par le CA au plus tard en décembre 2019 car le manuscrit s'en va en édition pour sortie au colloque de 2020
- Synthèse des consultations des régions en janvier
- Analyse des consultations par le comité le 8 février
- Groupes de discussion avec collaborateurs inter-disciplinaires et inter-universitaires selon les enjeux issus des consultations des régions avec comme objectif de dégager des clés, des orientations de pratiques à la fin février, 1 groupe à Montréal et 1 à Québec
- Embauche d'un.e contractuel.elle à la rédaction : à date, 1 seule personne candidate, il y aura donc appel d'ici la pause des Fêtes à d'autres candidatures selon des critères plus précis
- Première phase d'écriture cet hiver sur les fondements suivie d'un contenu plus spécifique suite aux consultations avec souci de vulgarisation et de positionnement
- Comité de révision de 3-4 membres et universitaires dont René Lachapelle en mai
- Comité de lecture mi-mai (1 personne par région)

On précise que la consultation se fait auprès des équipes et pas seulement auprès des membres. Un court échange a lieu sur la participation des gestionnaires au processus : a-t-on prévu une modalité de liaison permettant d'avoir leurs points de vue sur les enjeux? Le comité avait mis de côté cette avenue mais on considère que cela demeure une question importante. Quelques commentaires sont apportés :

- On pourrait miser sur les gestionnaires du comité Séminaire gestionnaires.
- Quel regard récolterons-nous? Celui de la Santé publique?
- C'est un cadre pour orienter les OC dans leur pratique, ce n'est pas un outil de promotion auprès des gestionnaires même si les deux vont se rejoindre
- On a des alliés chez les gestionnaires qui peuvent amener un regard pertinent

Faute de temps, le débat n'est pas tranché, il appartiendra au comité sur le cadre de référence de statuer sur une consultation ou non des gestionnaires et le cas échéant selon quelles modalités.

On souligne qu'il pourrait y avoir un enjeu de limitation dans la diffusion vs les droits d'édition : le RQIIAC pourra-t-il disposer du contenu du cadre à sa guise? A clarifier avec l'éditeur.

On lance à nouveau l'appel de cueillette de noms pour les vignettes. On peut aussi miser sur des vignettes déjà incluses dans les cadres de références des établissements.

10. Nouveaux enjeux régionaux

Les membres du CA sont invités à souligner un élément positif (fleur) et un élément plus négatif (pot) pour leur région. Voici en vrac ce qui a été amené :

Fleurs	Pots
Reconnaissance de l'OC à l'interne incluant activités du RQIIAC (Chaudières-Appalaches) La rencontre de consultation sur le cadre référence (Montréal) Ouverture pour colloque 2022 en Mauricie/Centre du Québec Rencontre avec toutes les directions du CISSS (Laurentides) Rencontres de collaboration avec PSOC / Activités de la SNOG dans le CISSS (Outaouais) Belle reconnaissance de la haute gestion (Estrie) Équipe OC (Lanaudière) Communauté de pratique vivante / volonté d'augmentation des effectifs (Gaspésie/Les îles) Moral bon malgré les turbulences de la dernière année / cadre de référence adopté (Capitale Nationale) Retour et mobilisation pour espace de la communauté de pratique (Bas St-Laurent) Projet de théâtre éducatif; PSCOC bonifié (Côte Nord)	Augmentation des exigences administratives et informatiques (Chaudières-Appalaches) Mobilisation malgré l'implication dans la journée d'échange (reconnaissance RQIIAC par gestionnaires) (Montréal) Menace de scission du CIUSSS : insécurité pour l'équipe (Mauricie/Centre Qc) Changement de titre pour gestionnaire : inquiétudes (n'a plus le titre de directrice) (Laurentides) Courriel de gestionnaire sur statistiques : mise à jour nécessaire pour le financement et le maintien des postes (Outaouais) Pressions pour statistiques et possibles coupures de poste (Estrie) Absence de vision populationnelle et acteur du développement local et des communautés (Lanaudière) Roulement de personnel avec plusieurs départs à la retraite probables (Gaspésie/Les îles) Arrimage Santé publique (Capitale Nationale) Postes comblés par ancienneté et non expérience : départ d'OC anticipé (Bas St-Laurent) Difficulté à recruter nouveaux OC (Côte Nord)

11.- Comité Vie associative

Suzie Cloutier résume le travail effectué par le comité jusqu'à maintenant. Un enjeu important est de distinguer plus clairement la vie associative de la vie d'équipe.

Le CA se divise en ateliers de travail sur cette thématique. Ce qui en ressort :

- Les éléments qui permettent de faire cette distinction varient beaucoup selon ce qu'on entend et selon les régions; beaucoup de confusion
- Beaucoup de questions sur qui a accès à quoi au RQIIAC: les membres seulement ou non?
- La région de Mtl-Laval ne fonctionne pas : à repenser
- Communauté de pratique : ça dépasse le RQIIAC, réunit des praticiens d'une même profession
- Le RQIIAC pourrait jouer un rôle pour définir la communauté de pratique régionale comme expérimenté au Bas St-Laurent
- Ce sont les espaces qui sont le plus importants à spécifier et non les dénominations des types de rencontres, à certains endroits, ce sont les trois aspects qui sont traités, ce sont les modalités qui varient d'un territoire à l'autre
- Est-ce qu'on inclut les membres associés dans la vie régionale?
- Il faut axer sur la défense des fondements de la pratique plutôt que sur nos intérêts
- Dans la communauté de pratique : des études de cas plutôt que la résolution de problèmes
- Les rencontres administratives servent à alimenter sur la vie interne à l'établissement
- S'il y avait vie associative exclusive aux membres, cela compromettrait les acquis développés dans les dernières années

- Ajouter à la communauté de pratique la notion de développement des compétences dans les objectifs

Ce qui se dégage des ateliers confirme le nœud autour de cet enjeu vs le taux de membership.

Les discussions se poursuivent sur le rôle du RQIIAC pour soutenir les communautés de pratique régionales :

- Offre de formation
- Écrits et outils
- Le Coup de pouce dans le Bas St-Laurent est un bon modèle; on s'est inspirés de ce qui se fait ailleurs mais en adaptant aux besoins de la région. Cette animation devrait faire l'objet d'une offre de formation formelle de type « Suite aux fusions, où en est-on? »
- Susciter les réflexions
- Accompagnement, soutien
- Susciter l'intérêt des nouveaux OC : approche différente à développer avec éléments de réflexion
- Identifier les conditions favorables à l'OC
- Développer une formation pour la relève

Et que pourrait être le rôle du RQIIAC pour soutenir la vie associative?

- Le travail des comités
- La consultation sur le cadre de référence
- Informer
- Réseautage
- Clarifier les avantages d'être membre mais faut aussi valoriser la contribution des OC à leur regroupement
- Les Échos du CA sont normalement transmis seulement aux membres

Il n'y a pas de conclusion ferme à ces échanges, les réflexions sont à poursuivre au comité, qui a d'ailleurs besoin de renfort.

13. Comité Soutien à la relève

Nancy Gauthier fait état des travaux du comité. Il y a eu relais de Danielle Auclair à Nancy pour la représentation du comité au CA. Il y a eu une deuxième rencontre seulement depuis l'AGA. Le comité s'est donné comme mandat principal de se doter d'un plan de travail qui tiendra compte de la diversité des régions.

Nancy fait état des principaux constats et enjeux identifiés par le comité :

- La dotation et le recrutement en fonction du manque de repères sur la pratique
- L'accueil des nouveaux OC dans bien des cas peu structuré
- L'accompagnement et la rétention des nouveaux.elles OC
- L'adhésion au RQIIAC

Les pistes d'action amenées jusqu'à maintenant sont :

- La mise à jour du guide d'accompagnement
- Les liens avec le site Web
- La production du guide d'accueil (modèle Mauricie) (sera déposé sur le site)
- Un guide pour le mentorat/modèle parrainage
- La valorisation du RQIIAC comme communauté de pratique : l'accès temporaire au site et un taux préférentiel pour les nouveaux membres

- Une formation spécifique pour la relève

Les membres du CA sont invités à nommer leurs préoccupations et suggestions de priorités. On souligne :

- La perte d'expertise suite aux nombreux départs à la retraite : modalité à définir, peut-être par mentorat
- Une formation annuelle pour nouveaux OC (pourrait être donnée à Montréal et Québec pour tous les OC)
- Une formation reliée au soutien aux organismes : quelque chose de plus pointu?

A prioriser pour le Comité selon le CA : l'entrée en poste des OC en coordination avec les divers comités

12. Comité Formation

Maryse Larouche fait le point sur les travaux du comité. Le sondage est à venir, c'est un peu plus ardu à produire que prévu. Deux documents ont été déposés en pré-CA : les syllabus pour deux offres de formation, l'une sur les fondements selon les expériences pilotes de l'Outaouais et l'Abitibi et une autre pour former des formateurs.trices à donner celle-ci. Maryse en résume le contenu.

Les commentaires des membres du CA sont positifs face à la formation sur les fondements. On croit que ce pourrait être la même qui serait offerte à la relève en OC, idéalement en Webinaire pour atteindre toutes les régions. La deuxième partie pourrait cibler les enjeux propres à la relève. La formation sur les fondements pourrait aussi être offerte à plusieurs régions dans des lieux centraux plutôt que par établissements. L'intérêt pour la formation d'animateurs.trices est variable. Le comité a donc l'aval du CA pour aller de l'avant dans la promotion de la formation sur les fondements et de s'arrimer avec le comité Relève.

Jocelyn Vinet rappelle qu'il ne faut pas prendre pour acquis que c'est lui qui est appelé à donner ces formations. Il a jusqu'à maintenant réalisé cette activité comme ASVA compte tenu des disponibilités requises et de l'échéancier rapide pour monter et donner les formations mais dans une perspective plus à moyen et long terme, on peut faire appel à d'autres personnes-ressources, entre autres pour diminuer les coûts de déplacements en régions.

13. Journée d'échange

Catherine Devost, OC membre du comité organisateur se joint à la rencontre par Zoom pour présenter le budget établi par le comité organisateur. Les discussions ont surtout trait aux différents coûts d'inscription (inscriptions tardives, membres associés, étudiant.es).

Suzie Cloutier, appuyée par Guylaine Bélanger, propose l'ajout d'une catégorie « étudiant.ses » au même tarif que les membres. Adopté à l'unanimité.

Jacinthe Perron, appuyée par Jean-François Roos, propose l'adoption des prévisions budgétaires de la Journée d'échange 2019 en appliquant le même ratio d'écart de 35% entre membres et non membres entre le 20 avril et le 21 avril. Adopté à l'unanimité. (Jacinthe fournira la grille de calcul).

14. Colloque 2020

Jacinthe Perron explique que le comité de coordination n'a pas complété suffisamment les travaux pour soumettre un thème. Le lieu a été confirmé. Le comité a l'intention de lancer l'événement lors de la journée d'échange.

15. Comité milieu d'enseignement-RQIIAC

Nancy Gauthier rappelle les objectifs du comité et les priorités de travail (document déposé en pré-CA). Le comité travaille actuellement à la production de la vidéo sur les approches, la cible première étant les nouveaux étudiant.es. Cette action se fait en étroite collaboration avec l'Université de Sherbrooke. Il y a appel de contributions pour réaliser quatre tournages sur autant d'approches. Jean-François Roos explique que l'Estrie devra être partie prenante mais on souhaite aller dans d'autres régions. Les critères : partenariat, diversité des genres, disponibilité pour un tournage en hiver, diversité des approches, valeurs pédagogiques des projets. Les droits seront partagés. C'est Jacques Caillouette qui sélectionnera les contributions les plus pertinentes. Un budget a été élaboré sur deux scénarios. Jean-François explique les prévisions. La différence concerne un montant supplémentaire de \$800 alloué au lancement de la vidéo dans les régions qui seront concernées par la vidéo.

Jacinthe rappelle que le budget prévu par la FLAC pour les lancements était dans l'année 2 mais qu'il n'y a pas problème à bonifier les prévisions de ce montant.

Jacinthe Perron, appuyée par Véronique Robert de Massy propose d'adopter le budget de la production vidéo selon le scénario 1. Adopté à l'unanimité.

La date limite pour les contributions est le 12 décembre. L'étudiante chargée du projet prendra contact avec toutes les personnes qui ont déposé une offre de contribution.

16. Comité Soutien professionnel

Colette Lavoie se joint à la rencontre et fait une brève mise en contexte : cette action découle d'un état de situation suite à la dernière réforme. L'objectif de ce point au CA est de recevoir les commentaires et d'adopter le document pour enclencher le processus d'impression. Colette rappelle la composition du comité et les objectifs : donner des outils, des pistes pour développer le soutien professionnel mais dans une optique non prescriptive tout en présentant un enlignement clair du RQIIAC : il faut structurer le soutien professionnel.

Commentaires sur le document disponible en pré-CA:

- Document attendu qui arrive à point nommé
- Le titre ne reflète pas suffisamment la finalité du document : mettre en place les conditions pour un soutien professionnel efficace
- Se lit bien, fil conducteur
- Sert bien son objectif
- La conclusion un peu trop neutre, il faudrait une affirmation plus forte même si ce ne sont pas des «recommandations». Au lieu de Conclusion : Positionnement du RQIIAC ou Perspectives?
- Ajouter une section « Pour aller plus loin »? Positionner la contribution possible du RQIIAC si une équipe ou un.e gestionnaire veut aller plus loin?
- On questionne le format de féminisation employé dans le document; en l'absence de politique, on convient d'accepter le choix de rédaction du document actuel

Nathalie Lamanque, appuyée par Guylaine Bélanger, propose l'adoption du document en mandatant le comité d'évaluer l'intégration des commentaires et suggestions émis au présent CA. Adopté à l'unanimité.

Suites à la production du document :

Colette présente les suites prévues par le comité :

- Mise en page par Geneviève Paquin
- Diffusion large et aux gestionnaires avec lettre d'accompagnement en janvier-février
- Dépôt du document sur le site
- Impression en copies papier; on évalue à 200 copies le volume adéquat
- Il n'y aurait finalement pas d'événement de lancement, les conditions n'étant pas réunies pour se faire
- Éventuellement, regrouper les gens qui font de la coordination professionnelle de type communauté de pratique; cela reste à valider, les membres du comité de travail sont hésitant.es à aller de l'avant

Le CA souligne l'importance de déterminer une personne-contact pour des personnes qui voudraient échanger davantage. Suzie Cloutier pourra faire ce relais via l'adresse info@rqiac. **D'autre part, il faut désigner une nouvelle personne du CA responsable de ce dossier en remplacement de Colette Lavoie. Véronique Robert de Massy se porte volontaire tout en comptant sur la collaboration de Colette.**

SAMEDI 1^{er} DÉCEMBRE

17. Adoption du plan d'action et des enjeux 2018-2019

Le document a été déposé en pré-CA.

Commentaires :

- Formation : la formation sur le cadre de référence est plutôt sur les fondements; ajouter l'offre sur la communauté de pratique et sur la relève
- Préciser davantage les échéanciers
- Révision des avantages du membership : retirer cette action pour cette année, reporter à 2019-2020
- Jacinthe Perron va proposer un plan d'archivage pour 2019-2020
- Séminaire aux gestionnaires : possible recherche en 2019 (janvier à décembre)
- recherche : possibilité de recherche en 2^{ième} phase sur les TIC
- le cadre de référence est-il dans le bon axe?
- Statistiques : des actions sont à développer compte tenu que cela préoccupe beaucoup de régions. Cependant, l'Exécutif n'a pas encore de piste d'action claire. Cela pourrait être une veille sur le sujet. Il est convenu d'ajouter ce sujet à l'ordre du jour du CA de mars

Au fil des commentaires, on se rend compte que ce n'est pas la bonne version qui a été acheminée, plusieurs modifications ont déjà été faites sur le document. Suzie et Jocelyn le finaliseront et feront circuler la nouvelle version. Les derniers ajouts et modifications devront être acheminés d'ici le 20 décembre.

Un document sur les enjeux découlant du dernier CA a aussi été produit et diffusé en pré-CA. Il a été examiné par l'Exécutif et on constate que tous ces enjeux sont pris en compte dans le plan d'action.

Suzie Cloutier, appuyée par Nathalie Lamanque, propose l'adoption du plan d'action 2019-2019. Adopté à l'unanimité.

18. Comité international

Serge Doucet et Isabelle Rousseau se joignent à la rencontre par Zoom. Le comité est toujours composé de 8 personnes. Serge et Isabelle présentent le travail réalisé depuis dernière rencontre. Le comité a systématisé ses discussions dans deux documents déposés en pré-CA mais non encore adoptés par le comité :

- La contribution des OC du RQIIAC à la coopération internationale
- La définition du mandat et des objectifs du comité

Isabelle fait le point sur le projet Femmes et leadership du CECI en Haïti :

- Organismes de lutte contre la violence faite aux femmes
- Première mission : retour en Haïti pour reprendre contact et repréciser les besoins d'accompagnement : cette information va permettre d'établir un plan d'action
- Accompagnement sur 5 ans mais surtout les 2 prochaines années : employés CECI et consultants sur place. La collaboration avec le RQIIAC : donner certains mandats à des OC dans la deuxième mission fin janvier début février, 2-3 semaines, possibilité de 4-5 personnes. Il y a cependant encore beaucoup à préciser sur ce projet, une réunion avec le chargé de projet du CECI aura lieu d'ici Noël.
- Possibilité aussi de coopération avec d'autres pays mais c'est encore imprécis.

Un protocole devra être conclu entre le RQIIAC et le CECI. Le comité souhaite la participation d'un.e délégué.e du CA pour participer aux discussions pour assurer le lien avec le comité International selon les bonnes balises pour que la mission puisse se réaliser en cours d'hiver. C'est la signature du protocole qui va positionner le rôle du RQIIAC avec le CECI.

Concernant la place des OC retraité.es, Serge précise qu'il y en a déjà deux sur le comité et que le critère pour participer aux missions est d'être membre du RQIIAC, retraité.e ou non.

Stéphanie Courcy-Legros, appuyée par Nathalie Lamanque, propose que le CA entérine la proposition d'orientation du comité international présenté dans le document déposé à cet effet. Adopté à l'unanimité.

Jacinthe Perron se porte volontaire pour assumer les liens avec le Comité et le CECI au nom du CA.

19. Comité Séminaires

Nathalie Lamanque fait état des travaux du comité. Elle rappelle que le comité est né en 2016 avec l'arrivée de nombreux gestionnaires ne connaissant pas l'OC. Il y a eu réalisation de 3 séminaires avec participation de toutes les régions, à l'exception de la Côte Nord. Le comité est très évolutif, il s'ajuste au fur et à mesure selon les impacts et besoins mesurés. La phase 3 consiste à réaliser des séminaires directement dans les établissements auprès des gestionnaires des directions-clientèle et avec l'équipe d'OC. Le comité a donc élaboré une offre pour les établissements (document pré-CA), dans une formule suggérant un alliage de formation et d'accompagnement. Cette formule devra aussi permettre un espace pour permettre aux gestionnaires de discuter entre eux pour adresser leurs inconforts avec les OC et ce d'un point de vue stratégique pour établir les ponts. .

Cette phase 3 commencerait par les régions pilotes ciblés en juin 2017 (Laurentides, Chaudières, Est de l'Île, Montérégie Centre et Laval) mais il faut considérer qu'il n'y a pas eu de suites avec celles-ci depuis ce temps. Toutes ne seront donc sûrement pas au rendez-vous, il y aurait sûrement de la place pour d'autres.

Commentaires

- On n'a plus le choix d'avoir des entrées avec les gestionnaires, faut poursuivre ce travail de liaison
- Y a-t-il possibilité de redonner le premier séminaire en région? La réponse est non mais une partie du contenu est injectée dans cette phase
- Le titre est-il le bon? Si les OC sont concernés, il faudra le modifier. : séminaire aux gestionnaires et équipes OC
- En page 3, il faudrait ajouter des exemples de thèmes ou enjeux régionaux : intervention de proximité, approche communautaire. Pour certain.es, il faut être prudent et utiliser leur langage dans un premier temps
- 4 membres du CA se montrent intéressé.es pour leur région

De façon plus large, on soulève le défi de mettre en place plusieurs formations en même temps et qui s'adressent toutes aux établissements et qu'il ne faut pas qu'elles soient en compétition les unes les autres. Il serait utile de les regrouper dans un même outil promotionnel et bien les distinguer dans les objectifs et à qui elles s'adressent. Évelyne Gosselin se propose pour réaliser une ébauche de dépliant avec l'aide du Comité Formation et de l'ASVA.

Il faudra aussi mettre en valeur dans Échos du CA l'offre qui se déploie.

20. Comité Communications

SNOC

Véronique Robert de Massy dépose la nouvelle proposition. Le slogan sera « Le temps de s'illustrer ». Elle présente l'affiche promotionnelle. Les membres du CA accueillent très positivement cette proposition avec une mention particulière pour Robin Couture. Quelques suggestions sont amenées. On convient que les régions pourraient imprimer les affiches et le budget SNOC pourrait assumer les coûts

Nathalie Lamanque, appuyée par Emily Tessier propose l'adoption de la proposition du comité Communications pour la SNOC 2019. Adopté à l'unanimité.

Modernisation site Web (voir document déposé en pré-CA)

Les travaux annoncent selon l'échéancier prévu. Véronique présente ce qui constituerait la page d'accueil, bien reçue par les membres du CA. Le site sera donc en fonction d'ici la fin janvier. Concernant une activité de lancement, plusieurs opinions sont partagées :

- On pourrait faire le lancement lors du CA du 15 mars; certain.es y voient un gros défi au plan technique, complexe à organiser vs les retombées
- L'envergure du nouveau site et des attentes méritent d'y attribuer l'ampleur voulue
- Facebook live est plus simple et ce serait un bon momentum avec la SNOC; même s'il ya peu de participants au FB live, les gens peuvent le visionner par la suite
- Plutôt qu'un lancement, présenter le contenu, peut-être avec des primeurs
- Pourrait se faire par Zoom sous forme de capsule enregistrée

- Les délégués pourraient présenter le site dans chacune des régions selon les modalités qui leur conviennent. Le comité pourrait fournir un petit guide.

Le comité Communications prendra en considération ces commentaires et verra aux suites à donner.

Plan de communications

L'appel de propositions a généré 3 soumissions et c'est la firme L'Associé qui a déjà le contrat pour le site qui a été retenue. Le travail a débuté et le premier document déposé a été jugé très pertinent.

Revue annuelle

La rencontre de démarrage du comité aura lieu en décembre

Site Passerelles de la TIESS

La plate-forme est bel et bien en fonction. On invite les gens à aller explorer celle-ci, ce qui nous permettra d'évaluer jusqu'à quel point elle peut être d'utilité pour nous

Le CA félicite le comité Communications pour l'ampleur et la qualité de son travail.

21. État des négociations syndicales

Stéphanie Courcy-Legros rappelle qu'il y a des enjeux particuliers aux OC, il faut accorder une attention particulière sur la mutation volontaire et le port d'attache :

- La tendance est la mutation selon l'ancienneté uniquement sauf exceptions; si c'est la modalité qui est mise en place, il faut faire un suivi avec les gestionnaires pour assurer la dotation de postes en OC selon le profil de compétence et avec probation
- Port d'attache : pourrait être un enjeu de territoire d'intervention selon lieu physique du bureau

Stéphanie invite à la vigilance, à partager les enjeux et s'outiller mutuellement.

Un tableau-synthèse de l'état des négociations face à ces enjeux selon le coup de sonde effectué en CA est joint en annexe du présent procès-verbal.

22. Varia

22.1 TIC- utilisation et accès pour OC et partenaires avec pistes de solutions

Stéphanie Courcy-Legros explique qu'une étude a été réalisée en 2013 avec Sylvie Joachems sur les enjeux des TIC pour l'organisation communautaire. Celle-ci a relancé pour une nouvelle cueillette d'information, des données brutes sont disponibles mais Sylvie voudrait déposer une demande de financement aux Services à la collectivité de l'UQAM pour une recherche-action sur cet enjeu. La demande au RQIIAC est de collaborer à la demande de financement, ce qui suppose, tout comme pour les suites que quelqu'un poursuive le lien. Stéphanie est volontaire pour suivre ce dossier même si ce n'était pas prévu au plan d'action. Une résolution doit être adoptée par le CA :

Stéphanie Courcy-Legros, appuyée par, Audrey Bernard, propose que le RQIIAC s'associe à la demande de recherche-action sur les TIC en organisation communautaire qui sera déposée aux Services à la

collectivité de l'UQAM par Sylvie Joachems et que cette action soit ajoutée au plan d'action 2018-2019. Adopté à l'unanimité.

22. 2– Statistiques

Deux demandes de questionnaires pourraient parvenir au RQIIAC pour sonder son positionnement. Il faudrait désigner quelques personnes pour se mettre en veille. L'Exécutif pourrait acheminer le tableau réalisé au dernier CA pour assurer la fidélité de l'état de situation. On souhaiterait un comité de travail pour réfléchir à ce sujet, préciser l'état de situation et préparer la discussion au CA de mars, assurer une réponse aux établissements. Pour l'instant, seule Audrey Bernard peut s'y pencher. Elle sera soutenue par l'Exécutif.

22.3 Arrimage des travaux des comités

Durant le présent CA, on a soulevé la nécessité de bien arrimer le travail des différents comités, possiblement par une carte heuristique sur le modèle utilisé pour les consultations sur le cadre de référence. Le mandat est confié au comité exécutif.

22.4 Souhais de Noël

Stéphanie et Emily se chargent de rédiger la carte de Noël du RQIIAC

22.5 Comité AGA

Il est déjà temps de mettre en place le comité qui va préparer la prochaine AGA. Les volontaires sont : Audrey, Suzie, Évelyne, et Jocelyn comme ASVA. Le comité devra prendre en considération les commentaires issus de la dernière AGA que plusieurs ont trouvé trop longue.

22.6 Liste à jour des gestionnaires

Geneviève Paquin pourra mettre à jour la liste en fonction des informations qui lui parviendront. On demande donc d'accorder une attention à cette tâche puisque la liste sera très prochainement utilisée pour la promotion des activités de formation et du document sur le soutien professionnel

23. Évaluation de la rencontre

Les commentaires des membres du CA sont versés au présent tableau :

Aimé	Retenu	On part avec
Déploiement du site X	Maudite belle équipe!	Idées pour recruter nouveaux membres
Engagement, dynamique de l'équipe	Réfléchir sur la liaison entre activités	Documents pertinents
Beaucoup de choses vont atterrir	Efficacité	Convaincre pour recruter d'autres membres
3 offres de formation X	Équipe solide	Diffuser ce qui se fait
Que de travail accompli, sage de reporter certaines actions à l'an prochain	On vit des choses semblables entre régions	Faire savoir le nombre de membres impliqués dans les comités (en parler ans les Échos)
Stimulant XXX	Concrétisation des actions	S'assurer que les membres des comités sont membres
Énergisant de voir le nombre de personnes investies en dehors du CA	Nécessité de recentrage	Nourrie par réflexion
Super travail		Préoccupée par situation de Montréal
Vision plus large		Plus de travail
Énergie		
Communauté de pratique		
Efficacité Zoom samedi am		

24 Levée de l'assemblée

Emily Tessier, appuyée par Nancy Gauthier, propose la levée de l'assemblée. Adopté à l'unanimité.

Rédigé par Jocelyn Vinet
Agent de soutien à la vie associative

État des lieux - questions syndicales

Région	Syndicat	Port d'attache	Mutation volontaire / dotation	Entente signée	Commentaires / Autres enjeux
Montréal (CIUSSS Est)	SCFP	Ok	Enjeu	Oui	Veille nécessaire et être vigilants
Estrie	APTS	Oui	Oui	Espère signée. Ils s'en vont en arbitrage.	Port d'attache est un point de tension.
Outaouais	APTS	Pas d'enjeu	Avec ancienneté et entrevue (pas d'enjeu connu)	À vérifier	•
Bas-Saint-Laurent	APTS	Enjeu. APTS veut qu'une ville ou MRC = un port d'attache. L'employeur = regroupement de plus d'une MRC comme port d'attache.	Encore un enjeu	Négociation ne va pas bien. Iront en arbitrage.	-
Lanaudière	APTS	Réglé	Réglé - Enjeux sur exigences minimales	Début de médiation. Peur d'arbitrage.	Attitude de l'employeur difficile. Autres catégories c'est réglé.
Québec	CSN	À vérifier	L'enjeu encore en médiation	En médiation	Clauses pas réglées: vérifications des exigences de bas. Syndicat souhaite que ce soit paritaire entre le syndicat et l'employeur sur les exigences
Gaspésie	APTS	Non	Oui	Pas encore	Non
MCQ	APTS	Souhait de travailler au niveau de la mobilité du personnel. L'employeur pourrait décider de se promener selon les besoins.	Peut-être moins pour l'organisation communautaire puisqu'ils ont un processus.	En attente du médiateur.	La notion de postes, de congé férié et le PDRH sont des enjeux encore présents.
Laurentides	APTS	Point réglé. Respect des territoires de travail.	Vont en arbitrage à ce sujet. Souhait de l'employeur de passer tout le monde en entrevue pour tous les	En médiation qui va en arbitrage	Serait négocié après signature d'avoir une liste OC et non TS. Cela se négocierait à une autre étape.

			postes. Syndicat ne veut pas.		
Abitibi	APTS	Pas d'enjeu	Par ancienneté.	Signée.	
Saguenay-Lac-Saint-Jean	APTS	Enjeu	Enjeu	Non	Tout est un enjeu. Exigences pas égales partout.
Montréal (CIUSSS Nord)	APTS	Pas un enjeu. Enjeu au niveau du secteur d'activité (installations).	Non. Réussi à obtenir la reconnaissance du titre d'emploi en organisation communautaire. Ensuite par ancienneté.	Signée	Pas d'autres enjeux